

cours prononcés en différents temps par le premier ministre et ses collègues—si ce n'est mon honorable ami, le chef de la droite dans cette Chambre (M. Mills) qui ne me paraît pas avoir exprimé le même avis dans aucune occasion—et l'on serait porté à croire, si l'on n'avait pas d'autres sources de renseignements, que c'est le gouvernement actuel qui a commencé et construit notre système de canaux. C'est bien l'impression que veut produire le discours du trône en se servant de cette expression "mon gouvernement"—expression mise dans la bouche de Son Excellence par les ministres eux-mêmes, pour faire connaître ce qu'ils ont fait pour établir des voies de communication par eau destinées à développer le commerce de l'ouest. Il n'y a pas encore longtemps, sir Wilfrid parlait, à Toronto, de l'immense somme d'argent dépensée par le gouvernement actuel. Mon gouvernement, disait-il, a fait ceci, et mon gouvernement a fait cela dans le but de développer les grandes ressources du pays. Les membres du gouvernement n'emploient plus d'autre formule pour exhaler la sagesse de leur administration. Or, si nous consultons les comptes publics, nous constatons que, avant l'arrivée au pouvoir des hommes qui nous gouvernent actuellement, et avant que ceux-ci aient assumé la responsabilité d'envoyer des contingents de troupes en Afrique ou aient contribué en quoi que ce soit à l'établissement de voies de communication par eau, les anciens gouvernements—c'est-à-dire le gouvernement de sir John Macdonald, immédiatement après la Confédération; puis le gouvernement dirigé par l'honorable Alexander Mackenzie, et les gouvernements conservateurs qui suivirent ce dernier, sans interruption, pendant dix-sept ans, avaient presque terminé tout notre système de canaux lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir. Cependant, ce dernier s'attribue, aujourd'hui, tout le mérite de ce qui a été fait par ses prédécesseurs. Le canal du Sault Sainte-Marie fut commencé par l'ancien gouvernement conservateur qui a dépensé pour l'achever \$3,448,961 avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Il est vrai que ce dernier a dépensé subséquemment sur ce canal une somme de \$222,056 pour l'améliorer, et il n'est pas nécessaire, que je donne la raison de cette dépense supplémentaire. Puis, jusqu'à 1896, l'ancien gou-

vernement avait dépensé sur le canal Welland la somme de \$24,158,786. Le gouvernement actuel n'a dépensé que \$59,368 pour achever ce qui restait à faire sur ce canal et, cependant, il réclame le mérite d'avoir donné au canal Welland une profondeur de quatorze pieds.

Le canal Murray a coûté \$1,278,700, et il a été achevé avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Le canal de Cornwall a coûté à l'ancien gouvernement jusqu'à 1896 la somme de \$6,037,936, et le gouvernement actuel a dépensé jusqu'à présent pour l'améliorer un demi million de piastres. L'ancien gouvernement a dépensé la somme de \$4,257,911 pour le canal de Williamsburg jusqu'à l'année 1896, c'est-à-dire, jusqu'à l'arrivée au pouvoir des gouvernants actuels. Le canal de Soulanges a été commencé, en 1892. Cependant, mon honorable ami qui a proposé l'adoption de l'adresse que nous discutons présentement en a attribué le mérite au gouvernement actuel. Il s'agissait de détourner le trafic du canal de Beauharnois pour le faire passer sur le côté nord du fleuve Saint-Laurent, et c'est pour cet objet que le canal de Soulanges a été commencé. Les travaux furent donnés à l'entreprise. Ce canal était en voie de construction. Il avait déjà absorbé une somme de deux millions et un quart (\$2,250,000) lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir; mais parce que ce dernier a achevé les travaux commencés par son prédécesseur, il réclame tout le mérite de ce canal. Le canal Lachine est un exemple du même genre. Sur ce canal, jusqu'à 1896, et avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, il a été dépensé une somme de \$10,361,271. La même chose peut se dire du havre de Montréal. L'ancien gouvernement a assumé la dette de ce havre contractée pour l'amélioration du chenal du fleuve Saint-Laurent en aval de Montréal, et les commissaires de ce havre en ont été libérés. Le discours du trône félicite aussi l'administration des postes. Jetez les yeux sur les comptes publics. Ils vous disent que le gouvernement a réduit le port des lettres et que le service postal n'en a pas souffert. Le gouvernement arrive à cette conclusion en se basant sur le total des recettes et des dépenses du département des Postes. Vous constaterez que les dépenses de ce département sont plus considérables maintenant